

Changements climatiques et citoyenneté

“Nous, citoyens, à la lumière des données scientifiques actuelles, sommes convaincus que c’est notre mode de vie qui génère une quantité de gaz à effet de serre supérieure à ce que notre planète peut absorber de façon naturelle. [...] Nous, citoyens, considérons que le problème lié aux changements climatiques nous concerne tous et ne doit plus demeurer l’apanage des scientifiques et des politiques.”

Extrait de “Avis et recommandations des citoyens à l’issue des débats des 9 et 10 février 2002”
Conférence de citoyens Changements climatiques et citoyenneté

C’est sur cette déclaration que s’est achevée, le 11 février 2002, la deuxième conférence de citoyens (la première sur les Organismes Génétiquement Modifiés a eu lieu en 1998) consacrée au thème “changements climatiques et citoyenneté”. Elle était organisée par la Commission Française du Développement Durable (CFDD) en partenariat avec la Cité des Sciences et de l’Industrie.

Le principe

Une quinzaine de femmes et d’hommes sélectionnés par l’IFOP reçoivent pendant deux week-ends une formation aussi complète que possible sur les divers aspects de la question traitée et les enjeux qu’elle soulève. Riches de ces enseignements, ils choisissent et établissent le programme d’un week-end de débats en public pendant lequel ils interrogent les personnes (experts, porteurs d’intérêts, décideurs ...) qu’ils ont choisi de rencontrer. Puis ils se retiennent pour délibérer et s’entendent sur une proclamation communiquée à la presse.

Les conférences de citoyens ne prétendent pas produire un avis scientifique définitif mais proposent de donner la parole à des citoyens, pris au hasard mais volontaires, sur des questions complexes devant faire l’objet de

choix technologiques, sociaux et économiques. Là se construit un intellectuel collectif et transitoire, hors des pressions des partisans et des lobbies, comme un modèle réduit de la démocratie qui pourrait advenir si tous les êtres humains étaient enfin accessibles à la connaissance et éduqués à l’altérité. Bien évidemment, nul n’envisage de remplacer les débats parlementaires par des conférences de citoyens, ni de substituer ces événements ponctuels au travail mené par les associations pour convaincre le plus grand nombre. Mais il s’agit, avec les conférences de citoyens, de proposer une alternative fructueuse et intelligente au référendum et au sondage, qui conduisent à recueillir des avis souvent mal ou pas éclairés.

Pourquoi une conférence de citoyens “changements climatiques et citoyenneté”?

Les bouleversements qui résultent de certaines innovations scientifiques ou techniques, ou de notre modèle de développement, appellent les citoyens à jouer un rôle nouveau dans la décision publique, aux côtés des experts et des décideurs.

Face à des questions encore controversées sur le plan scienti-

fique, l’avis des experts ne saurait être suffisant pour étayer les choix des décideurs du monde économique et politique. Sur des sujets qui sont également des enjeux de société, il importe de mieux percevoir le point de vue des citoyens. Pour atteindre un tel objectif, de nombreuses expériences ont été tentées : votations en Suisse, référendums d’initiative populaire, débats et enquêtes publiques. Toutes ces procédures se heurtent à une question majeure : le citoyen peut-il apporter un avis éclairé s’il est soumis à la pression des porteurs d’intérêts, et s’il appuie son raisonnement sur une information de masse, au caractère nécessairement réducteur ?

En-dehors de ce type de procédures, le citoyen est souvent écarté du débat, au motif que le sujet est trop complexe pour être abordé par des non-spécialistes, et que les responsabilités sont bien difficiles à cerner quand elles ne sont pas tout simplement hors de portée (la mondialisation, les multinationales, les “forces du marché”).

Les conférences de citoyens ont donc pour objectif de contribuer à créer un véritable espace public de débat sur des sujets où la parole et même l’information sont trop

la deuxième conférence de citoyens en France

souvent réservées à certains groupes défendant des intérêts particuliers. Elles visent à faire émerger des avis citoyens, formulés par des personnes n'ayant pas d'expertise particulière sur les questions posées, mais ayant accepté de mûrir leur réflexion sur la base d'un approfondissement préalable des dossiers leur permettant d'adopter une attitude responsable sur les sujets traités. N'ayant pas elles-mêmes d'intérêt particulier par rapport au fond des sujets, elles peuvent de surcroît prendre du recul sur ce que recouvre l'intérêt général.

Un sujet emblématique et complexe

L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et le changement climatique qui en résulte concernent les citoyens, les consommateurs, individuellement et collectivement, dans le choix des modes de vie, dans les décisions des élus, des entreprises et des gouvernants. Les conditions de vie des générations futures sont menacées. Les mesures prises par les pouvoirs publics, notamment ceux des pays riches industrialisés, sont tardives et risquent d'être de portée limitée face à l'ampleur du phénomène. Si les individus prennent conscience de leur propre responsabilité, sont-ils prêts à modifier leurs comportements, et à œuvrer pour rendre les politiques plus efficaces ?

La Commission Française du Développement Durable a choisi le thème des changements climatiques pour cette conférence de citoyens car il est emblématique de la nécessaire complémentarité des actions à mener, de la complexité des politiques à mettre en œuvre, et surtout de l'obligation d'associer tous les acteurs, et en premier lieu les citoyens, lorsqu'on veut mettre en pratique le développement durable.

Une initiative danoise

Les premières conférences de citoyens ont été développées au Danemark par le Teknologirådet, l'équivalent de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) en France. Plus de 15 conférences de ce type ont été organisées sur des sujets aussi variés que l'irradiation des aliments, l'informatisation du trafic routier, les applications issues de la cartographie du génome, ou encore le traitement de l'infertilité.

En France, la première conférence de citoyens d'envergure nationale a eu lieu en 1998. Organisée à l'initiative de l'OPECST, elle a porté sur "l'utilisation des Organismes Génétiquement Modifiés en agriculture et dans l'alimentation". La Commission Française du Développement Durable, organisme indépendant consultatif placé auprès du premier ministre, a pris l'initiative de la seconde, qui s'est déroulée entre décembre 2001 et février

2002 sur le thème "changements climatiques et citoyenneté".

Déroulement de l'opération

La démarche de cette conférence de citoyens, supervisée par un Comité de pilotage de 11 membres¹, a été la suivante :

- Un panel de 16 citoyens présentant une variété de profils, a été réuni par un organisme indépendant (IFOP), suivant un certain nombre de critères (sexe, âge, provenance géographique, activité, proximité partisane, etc.).

- Ces citoyens ont reçu, au cours de deux week-ends (15-16 décembre 2001 et 19-20 janvier 2002), à huis clos, une formation aussi complète que possible sur les divers aspects du thème "changements climatiques et citoyenneté". Les meilleurs spécialistes français, issus des milieux de la recherche et de l'université, ont participé à la formation des citoyens.

- A l'issue de ces sessions de formation, les 16 citoyens ont décidé des thèmes qu'ils souhaitent approfondir et des profils des intervenants qu'ils souhaitent convier au débat public des 9 et 10 février 2002.

- Après avoir animé ce débat, les citoyens se sont retirés pour rédiger un rapport présentant leurs recommandations pour faire face au défi du changement climatique. Ce rapport a été présenté à la presse le 11 février 2002.

Tout au long du processus, les 16 citoyens ont été suivis par un animateur-psychosociologue. Leur anonymat a été strictement respecté jusqu'au débat public. Leurs travaux, discussions et sessions de formation, se sont déroulés à huis clos et sans l'intervention d'aucun membre du comité de pilotage.

Des propositions concrètes pour l'avenir

La conférence de citoyens a permis à 16 hommes et femmes de 18 à 70 ans, d'origines géographiques diverses et de professions variées, de rédiger ensemble, à l'issue de deux journées de débats, un rapport conforme aux opinions de l'ensemble du groupe.

Ce rapport final présente plusieurs caractéristiques :

- il découle d'une formation de haut niveau et d'un débat public mené par des citoyens éclairés,
- il n'émane pas d'un milieu partisan ou professionnel,
- contrairement aux conférences de consensus danoises, il ne présente pas uniquement les positions communes à tous les citoyens mais rend compte également de certaines opinions divergentes ou minoritaires.

Les conclusions principales du rapport

Le rapport synthétisant les recommandations de citoyens comporte 36 propositions de mesures concrètes à mettre en œuvre. 6

d'entre elles, notamment, interpellent précisément les décideurs politiques et économiques :

- "Prévoir un plan de sortie du nucléaire sur le long terme, le nucléaire n'étant qu'une transition vers de nouvelles sources d'énergies non émettrices de gaz à effet de serre."

- "Prendre des mesures qui limitent les émissions de gaz à effet de serre dues à la voiture : améliorer la performance des moteurs, limiter la vitesse, et (pour certains membres du panel), brider les moteurs, taxer la climatisation automobile, subventionner l'achat de voitures électriques, promouvoir les biocarburants..."

- "La création d'un fonds mondial d'indemnisation des catastrophes naturelles."

- "Que le système des permis d'émission soit défini de telle sorte qu'il n'entrave pas le développement des pays du Sud (...); que soit instauré un contrôle strict par un organisme supranational indépendant des intérêts économiques des pays du Nord".

- "Que le trafic aérien soit intégré dans les prochaines négociations internationales. Que le kérosène soit taxé."

- "Que les pays en développement aient plus de poids au sein de l'ONU. Que le contrôle de l'ONU sur le FMI, la Banque mondiale et l'OMC soit renforcé."

A l'issue de cette conférence de citoyens, tous les participants se

sont sentis personnellement sensibilisés aux enjeux du réchauffement climatique et se sont dits prêts à modifier leur comportement. La nécessaire prise de conscience du lien entre nos modes de vie et les changements climatiques, fait également partie des conclusions de leur rapport. ■

Notes

Les mots pour le dire

- 1 Noter qu'en français l'abréviation MDE traduit la "maîtrise de la demande d'électricité".

Consommation mondiale

- 1 Conseil Mondial de l'Énergie. L'énergie pour le monde de demain. Paris : Ed. Technip, 1993, (368 p), p. 30.
- 2 Qu'il s'agisse du scénario de José Goldemberg et ses collègues ou de Nouvelles Options Energétiques (NOE) de Benjamin Dessus. Voir Goldemberg (José) et autres. Énergie pour un monde viable. Paris : La Documentation Française, 1990, 197 p. et Dessus (Benjamin). Atlas des énergies pour un monde viable. Paris : Syros, 1994, 141 p.
- 3 "Les scénarios de *L'Énergie pour le monde de demain* furent trop optimistes en ce qui concerne l'importance du progrès technique dans le développement énergétique. Alors que seront régulièrement introduites des applications dues à de nouvelles technologies dans les économies de marché, il est improbable que des découvertes majeures apparaissent dans la production ou l'utilisation d'énergie qui puissent rompre la relation linéaire entre la croissance du PIB et la consommation d'énergie, à prix constants, prévue dans différents groupes de pays d'ici à 2020) in Conseil Mondial de l'Énergie. L'énergie pour le monde de demain : le temps de l'action. Paris : Ed. Technip, 2000, 190 p (p. 5-6).
- 4 Nakicenovic (Nebojsa), Grübler (Arnulf) and McDonald (Alan). Global energy perspectives. Cambridge University Press, 1998, 299 p.
- 5 Conférence Mondiale de l'Énergie. Horizons énergétiques mondiaux 2000-2020. Paris : Ed. Technip, 1989, 378 p. Voir annexes 3 et 6. Ces corrections ne débouchent pas sur des bilans 1990 strictement identiques, compte tenu de la subsistance d'écarts qui s'expliquent à la fois par les réévaluations de consommation effectuées année après année par les organismes (Nations Unies ou Agence Internationale de l'Énergie) qui fournissent les données primaires et par l'imprécision des estimations de consommation de biomasse dans les usages traditionnels. On ne s'étonnera donc pas de la dispersion des écarts (Enerdata/CME) : 5,4% pour la consommation mondiale d'énergie ; de 0,5 à -1,3% pour celle de l'Europe occidentale, des Etats-Unis et de l'Europe orientale ; de 2,8 à -6,3% pour celle des diverses régions d'Asie ; -10,4 et 14% pour celle de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne. Dans ces deux derniers cas, les différences viennent presque intégralement de la consommation de biomasse que le CME semble avoir surestimée en Amérique latine (poids de la bagasse ?) et sous-estimée en Afrique. Ces écarts d'évaluation en 1990 n'interdisent pas la comparaisons des trajectoires, mais l'on se demandera plus loin s'ils ont pu influencer les résultats obtenus.
- 6 Hors matières premières exclues des bilans énergétiques CME.
- 7 Ces résultats sont-ils biaisés par la méthode de calcul ? Dans le rapport de 1998, l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) s'était précisément posé la question pour ces mêmes deux régions et avait apporté les

réponses suivantes : les rythmes de décroissance sont beaucoup moins prononcés lorsque l'on se limite à la consommation commerciale d'énergie tandis qu'ils le sont plus lorsque l'on convertit les PIB en dollars sur la base des taux de change. Rien de tel ici, puisqu'il s'agit bien de consommations primaires totales et de PIB en dollars 1995 à parité de pouvoir d'achat (ppa).

- 8 Logan (Jeffrey). Diverging energy and economic growth in China : where has all the coal gone ? Pacific and Asian Journal of Energy 11 (1), p. 1-13.
- 9 Pour plus de détails sur les données antérieures à 1990, se reporter à Martin (Jean-Marie). Prospective énergétique mondiale 2050 : les enjeux de la demande. Medenergie, n°2, janvier 2002, p. 7-12.

Union Européenne

- 1 La consommation énergétique finale de l'Union Européenne en 1998 était la suivante (en Mtep) :

	Industrie	Résid. Tertiaire		
Transports	Total			
Charbon 44	7	-	51	
Prod. pétroliers	48	104	293	445
Gaz 83	135	-	218	
Electricité 76	99	4	179	
Chaleur 4	18	-	22	
TOTAL 255	363	297	915	

- 2 Il faudrait également comptabiliser les dépenses d'investissement de production et de transport d'énergie ainsi évitées. À l'inverse, les investissements d'efficacité énergétique doivent être pris en compte, mais ce sont des dépenses locales sans pratiquement aucune importation.

Vision à long terme

- 1 L'ondol est un système de chauffage traditionnel coréen, récupérant la chaleur d'une cuisinière-fourneau à briquettes de charbon, et faisant circuler l'air chaud sous le plancher de la maison.
- 2 À titre de comparaison, cela correspond à un surcoût admissible de 130 euros sur un réfrigérateur moyen.

Refus de l'évidence

- 1 Cet article est basé sur une communication présentée au séminaire "Représentation de la demande d'énergie à long terme : revue critique de la méthode générale", INESTENE, Paris, 4 juin 2002.
- 2 Secrétaire d'État à l'industrie, *Programmation pluri-annuelle des investissements de production électrique*, Rapport au Parlement, 28 décembre 2001.
- 3 F. Roussely, Président d'EDF, entendu le 18 septembre 2002 par la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, a estimé l'investissement pour l'EPR à 3 milliards d'Euros.
- 4 Boisson, P. (Dir.), *Energie 2010-2020*, Commissariat général du Plan, 1998.
- 5 Charpin, J.-M., Dessus, B. & Pellat, R., *Étude économique prospective de la filière électrique nucléaire*, La Documentation française, 2000. Voir aussi *Global Chance*, "Faire l'économie du nucléaire ?", n°13, novembre 2000, consacré à l'analyse de ce rapport.
- 6 Les bilans en Mtep du rapport Energie 2010-2020

sont calculés avec la comptabilité énergétique spécifique que la France a utilisé jusqu'en 2001, avant d'adopter cette année la comptabilité internationale.

- 7 Observatoire de l'énergie, DGEMP, *Energies et matières premières*, "Perspectives énergétiques pour la France – Un scénario tendanciel", mars 2000.
- 8 Interview, *La Tribune*, 18 septembre 2002.

Russie

- 1 Texte établi à partir des études réalisées par ICE pour le Ministère des affaires étrangères, avec la contribution de Bessarion Jghenti, Théodore Filimon, Alone Zeitoun.
Sur la problématique générale, voir les études de C. Locatelli et de B. Laponche publiées par le Ministère des affaires étrangères en avril 2000.
- 2 L'évolution de la demande en gaz naturel des pays de la CEI et notamment de l'Ukraine (60 milliards de m³ en 2000) est également très importante à considérer.

Chine

- 1 L'intensité énergétique finale de la Chine mesurée en tep par 1000 dollars de PIB ppa a atteint 0,20 en 1997 contre 0,21 aux États-Unis pour la même année.

Inde

- 1 Indian Renewable Energy Development Agency – qui soutient également le secteur des économies d'énergie.
- 2 - 50 Rp = 1\$

Brésil

- 1 Selon les statistiques présentées par Enerdata qui utilisent les équivalences internationales, ce qui n'est pas le cas au Brésil.
- 2 Le calcul du PIB en monnaie constante ou à parité de pouvoir d'achat pose d'ailleurs de sérieuses questions dans un pays dont l'inflation a parfois dépassé 5000% par an.

Afrique de l'Ouest

- 1 L'UEMOA est regroupée huit pays francophone de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Pays Méditerranéens

- 1 Maroc, Algérie, Tunisie, Lybie, Egypte, Israël, Liban...
- 2 A framework for Action on Energy, the WEHAB Working Group, August 2002. L'initiative WEHAB (Water, Energy, Health, Agriculture and Biodiversity) a été proposée par M. Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies.

Dérégulation et MDE

- 1 "Call for Action" WBCSD-GREENPEACE du 28 août 2002 (extrait): "We both share the view that the mixed, and often contradictory signals sent by the governments on the environment, especially on green house gas emission reductions, is creating a political environment which is not good for the business nor, indeed, for the future of humanity".
- 2 "Pourquoi prendre dans la poche de Pierre pour payer Paul ce qui reviendra de toutes façons à

Pierre, puisqu'il est le propriétaire de Paul ?" le cas de plusieurs compagnies d'électricité nationales dans les PED. L'une des raisons de la Banque Mondiale pour exiger leur privatisation.

- 3 Cf. note 1.
- 4 SIGET : SUPERINTENDENCIA GENERAL DE ELECTRICIDAD Y TELECOMUNICACIONES
- 5 FINET : FONDO DE INVERSIÓN NACIONAL EN ELECTRICIDAD Y TELEFONÍA.

Réglements ou accords volontaires

- 1 La directive-cadre 92/75/CEE établit l'obligation de l'étiquetage énergétique de certains appareils électroménagers.
- 2 JP. Leteurtriois, "Actes de la journée technique SAVE", Paris, janvier 1994.
- 3 GIFAM (Groupement Interprofessionnel des Fabricants d'Appareils d'Equipement Ménager), "Actes de la journée technique SAVE", Paris, janvier 1994.
- 4 GIFAM, Colloque MDE, Paris 1995.
- 5 A. Mérigoux, GIFAM, "Actes de la journée technique SAVE", Paris, janvier 1994.
- 6 J. Winward, P. Schiellerup & B. Boardman, *Cool Labels*, Environmental Change Unit, Energy and Environment Change Programme, University of Oxford, 1998.
- 7 Crédoc, Opinion des Français sur la pollution atmosphérique, la gestion des déchets et les éco-produits, Etude réalisée pour l'Ademe, 2001.
- 8 COLD II, "The revision of energy labelling and minimum energy efficiency standards for domestic refrigeration appliances", DG TREN, 2001.
- 9 La Commission a signé en 1998 avec le CECED (European Committee of Manufacturers of Domestic Equipment) un accord volontaire portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique des lave-linge (20% en moyenne entre 1994 et 2000) et prévoyant l'arrêt progressif de la production et de l'importation des modèles les moins efficaces (classes D – partiellement- E, F et G). Depuis d'autres accords volontaires ont été signés pour les téléviseurs et magnétoscopes (consommation en veille) et les lave-vaisselle, notamment.
- 10 "Can negotiated agreements replace efficiency standards as an instrument for transforming the electrical appliance market?" A paraître dans *Energy Policy*.

Comparer MDE et EnR

- 1 Entretien de juin 2000 avec des responsables d'ONG.
- 2 Même si la Ministre Roselyne Bachelot suggère d'économiser les énergies renouvelables pour les générations futures, dans Paris-Match du 5 septembre 2002.
- 3 "Flexibility in Climate Policy making the Kyoto Mechanisms Work", Jackson, Begg et Parkinson, Earthscan 2001.
- 4 Ingénieur à l'INESTENE.
- 5 Evaluation économique d'un programme MDE, INESTENE 2001 pour l'ADEME Valbonne, ou encore la thèse de Lionel Cauret à l'Ecole des Mines de Paris.

Une mise en compatibilité complexe

- 1 "Le froid domestique. Etiquetage et efficacité énergétique", Les cahiers du CLIP (11), déc. 1999.

- ² Cf texte de Philippe MENANTEAU, ci-avant.
- ³ Les concepts de "programme d'action" et d'"anti-programme" sont empruntés à B. LATOUR in : Petites leçons de sociologie des sciences. Paris, La Découverte, 1993.
- ⁴ Ils représentaient les deux tiers des appareils vendus en France en 1993. Source : ADEME, Intervention sur la MDE du 18/10/95, Palais des Congrès, Paris.
- ⁵ A l'exemple de la réglementation relative aux CFC
- ⁶ Encadrés et soutenus par l'ADEME.
- ⁷ Le manque de contrôle de l'affichage sur les lieux de vente par les pouvoirs publics rendait cela possible, du moins lors de la première étape de la mise en application de cette politique publique.
- ⁸ Généralement en conformité avec la stratégie de leur enseigne.
- ⁹ Nombre de foyers appartenant aux classes moyennes et inférieures continuent de se servir quotidiennement du frigo acheté dans les années soixante. Et dans un grand nombre de familles on retrouve ce même frigo dans la maison de campagne ou relégué à la cave pour servir de second frigo en été. Enquête CERTOP-CNRS, "Anthropologie du froid domestique", 1998.
- ¹⁰ À condition que l'achat ne résulte pas d'une urgence (panne).
- ¹¹ "Le froid domestique. Etiquetage et efficacité énergétique", *Les Cahiers du CLIP* (11), déc. 1999.
- ¹² 40% de sa facture électrique annuelle hors chauffage.
- ¹³ M.-C. ZELEM, "Les contraintes sociologiques au développement des énergies renouvelables", *Global Chance* (15), février 2002, p. 85.
- ¹⁴ P. EIGLIER, E. LANGEARD, Servuction, Le marketing des services. Mc Graw-Hill, coll : "Stratégie et management", 1987.
- ¹⁵ P. WARRIN, "Les relations de service comme régulations" *Revue Française de sociologie* (XXXIV), 1993, p. 69.
- ¹⁶ F. COCHOY, "La captation des publics entre dispositifs et dispositions, ou le petit chaperon rouge revisité. Pour une sociologie du travail relationnel", CERTOP-CNRS, document de travail, Toulouse, janvier 2002.
- ¹⁷ F. COCHOY, Une histoire du marketing. Discipliner l'économie de marché. Paris, La Découverte, 1999, p. 136.
- ¹⁸ P. UGHETTO, Figures du client, figures du prestataire, *Sciences de la société*, (56), mai 2002, p. 105
- ¹⁹ P. ALLARD, D. DIRRINGER, "Stratégie de la relation client : une nouvelle approche", *Banque stratégie* (169), mars 2000.
- ²⁰ F. OHL, "La construction sociale des figures du consommateur et du client", *Sciences de la Société*, (56), mai 2002, p. 35.
- ²¹ F. OHL, op. cit., p. 28.
- ²² B. CONEIN, "La notion de routine : problème de définition", *Sociologie du travail* (4), 1998, p. 485.
- ²³ S. DUBUISSON, "Regard d'un sociologue sur la notion de routine dans la théorie évolutionniste" in : *Sociologie du travail* (4), 1998, p. 492.
- ²⁴ B. REYNAUD, "Les propriétés des routines : outils pragmatiques de décision et modes de coordination collective", *Sociologie du travail* (4), 1998, p. 470.
- ²⁵ N. GOLOVTCHENKO, M.-C ZELEM, "La lutte contre les pollutions automobiles : la place des usagers. Première partie : les usages sociaux de l'automobile", Toulouse, CERTOP-CNRS, rapport au Conseil Régional de Midi-Pyrénées, octobre 2001, p.23.
- ²⁶ M. CALLON, "Eléments pour une sociologie de la Traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieux", *L'Année sociologique* (36), 1986.
- ²⁷ C. DEJOURS, Le facteur humain, Paris, PUF, coll : "Que sais-je ?", 1995, p. 21

Conférence de citoyens

- ¹ Dominique Bourg, Jean-François Caron, Benjamin Dessus, Marie-Pierre Hermann, Marie-Angèle Hermitte, Jean-Marc Jancovici, Gérard Mégie, Jean-Paul Maréchal, Jacques Minenovitch, Roland Schaer, Jacques Testart.

